BRUXELLES DEMAIN

MEILLEURS VŒUX POUR 2022

ANALYSE

Pourquoi opter pour la Flandre?

Page 4

DOSSIER

Le profilage des délinquants par la police n'est pas un profilage ethnique

Page 9

PUBLICATION TRIMESTRIELLE P925804- QUATRIÈME TRIMESTRE 2021

EDITEUR RESPONSABLE TOM VAN GRIEKEN - PLACE MADOU 8/4 1210 BRUXELLES

DEVENIR MEMBRE ?

25,00 EUR :
adhésion **de soutien**

12,50 EUR :
adhésion **normale**

Montant à verser sur le compte du Vlaams Belang **BE39 4352 0249 1119** en mentionnant votre nom et prénom ainsi que votre adresse et date de naissance.

Vous recevrez le Vlaams Belang Magazine (en néerlandais) ainsi que toutes les publications de l'antenne bruxelloise en français.

NOUS CONTACTER ?

Madouplein 8 bus 4
1210 BRUSSEL

Place Madou 8 bte 4
1210 BRUXELLES

02/219 34 67

brussel@vlaamsbelang.org

vlaamsbelangbrussel.be
vlaamsbelangbruxelles.be

@vlaamsbelangbrussel

Photos:
Fred Romero (Flickr)

EDITORIAL

Il n'y a pas de société parfaite, c'est une évidence. Aucun système politique, de gauche comme de droite, n'est en mesure de créer une société totalement expurgée de la méchanceté et de la bêtise. Les sociétés sont à l'image de l'homme lui-même, imparfaites.

Cela posé, si la perfection n'est pas de ce monde, rien n'empêche d'essayer de créer les conditions d'une vie harmonieuse dans une société organisée.

En général, les politiciens des partis du système prétendent faire le pari de l'autodiscipline, et du sens des responsabilités de la population pour atteindre ainsi l'harmonie et la sérénité dans la société. Ce faisant, ils s'inspirent de l'esprit des «Lumières» et du leitmotiv de Jean-Jacques Rousseau un million de fois resucé: «l'homme est bon, c'est la société qui le corrompt». Voilà bien le problème. Ce présupposé ne repose sur rien. D'abord l'homme n'est ni bon ni mauvais, il est en réalité tour à tour bon ou mauvais. Ensuite, bon ou mauvais par rapport à quelles valeurs, à quels parangons, à quelle morale? Ensuite se pose la question du poids de la société dans la détermination de comportements fautifs, asociaux ou criminels.

Le Vlaams Belang est un parti politique pragmatique qui embrasse le réel sans tabous. Depuis trop longtemps le problème de la criminalité a été abordé sous l'angle ouaté du psychologisme et de la supposée bonté foncière de l'homme pervertie par une société qui incarnerait le mal absolu.

Je suis convaincu pour ma part qu'il faut voir les choses comme elles sont, Il faut objectiver la criminalité par des statistiques qui couvrent tous les aspects de la question, et donc aussi des nationalités représentées dans les chiffres de la criminalité et de la population carcérale. Une société démocratique doit se donner les moyens de se défendre et de défendre ses citoyens, voilà pourquoi il faut que tous les faits puissent être mis en perspective. Vous lirez à ce sujet la tribune libre publiée sur le site conservateur néerlandophone «Doorbraak» que j'ai signée avec le Président de la commission de l'Intérieur de la Chambre, Ortwin Depoortere.

Notre société, comme toutes les sociétés organisées, se construit sur le droit, qui est une condition essentielle de la démocratie. C'est le droit qui pour une part essentielle doit apporter l'harmonie et la sérénité dans la société. Et ceux qui ne respectent pas les lois doivent être jugés et condamnés sans délai, sans atermoiements et surtout sans rejeter la faute sur «la société».

C'est d'une telle évidence qu'on ne cesse d'être étonné de devoir le rappeler.

Bob De Brabandere
Sénateur
Président du Vlaams Belang Bruxelles

INTERDICTION DE L'ABATTAGE SANS ÉTOURDISSEMENT: ON ATTEND QUOI AU JUSTE?

Le Vlaams Belang Bruxellois salue la décision de la Cour constitutionnelle, qui ne voit aucun problème dans l'interdiction de l'abattage sans étourdissement comme l'avaient voté la Flandre et la Wallonie. «En 2019, nous avons soumis des propositions dans le même sens au Parlement bruxellois, mais celui-ci a jusqu'à présent bloqué leur examen», déclare le chef de Groupe du Vlaams Belang au Parlement bruxellois Dominiek Lootens. Il est temps que les partis écologistes optent pour le bien-être animal et non pour les fondamentalistes de l'islam!

La Région de Bruxelles-Capitale est la seule région du pays qui n'a pas encore instauré l'interdiction de l'abattage sans étourdissement. Il est vrai que cette question n'avait pas été incluse dans l'accord de coalition de ce gouvernement. Au début de la législature, en 2019, cela a déjà conduit à de nombreuses protestations de la part des associations qui défendent le bien-être des animaux. Le Vlaams Belang a ensuite également soumis sa propre proposition d'ordonnance pour régler la question. Depuis lors, la discussion de cette proposition a été systématiquement repoussée par la commission compétente. Au début de cette année, le ministre du Bien-être animal Bernard Clerfayt (Défi) a annoncé qu'il entamerait une concertation avec les différents groupes d'intérêt. La position du ministre à ce sujet n'est absolument pas claire.

«La patience du Vlaams Belang a été mise à rude épreuve depuis bien trop longtemps. C'est une honte pour Bruxelles qui est aujourd'hui la capitale européenne de la barbarie», clame Dominiek Lootens. Maintenant que la clarté juridique a été créée, la majorité ne peut plus reporter ce vote salutaire pour les animaux. Ecolo et Groen notamment doivent maintenant jouer cartes sur table. La balle est dans leur camp. Quelle est leur véritable priorité? Le bien-être des animaux ou l'approbation des fondamentalistes musulmans? D'après les sondages, malgré la frilosité des partis de la majorité, il existe une majorité parmi la population bruxelloise pour soutenir une telle interdiction. Il faut maintenant attendre, avec impatience, la réponse du ministre Clerfayt.

Dominiek Lootens-Stael
Chef de groupe au Parlement bruxellois

POURQUOI LES BRUXELLOIS FRANCOPHONES OPTERAIENT-ILS POUR LA FLANDRE EN VOTANT POUR LE VLAAMS BELANG ?

Avant d'aborder les raisons «raisonnées», programmatiques, qui peuvent séduire l'électeur francophone, il convient sans doute d'enfoncer ici une première porte ouverte en affirmant péremptoirement qu'en fait, cet électeur n'a pas le choix!

Nulle part comme à Bruxelles les antagonismes politiques fondamentaux ne sont aussi exacerbés. En réalité cette polarisation du spectre politique est assez facile à résumer: d'un côté il y a tous les partis du système, y compris la N-VA, qui tous tiennent à peu près le même discours sur les bienfaits de la société multiculturelle et sur l'organisation générale de la ville et de l'autre… le Vlaams Belang.

En réalité, les Flamands et les Francophones qui portent un regard circonspect, voire critique, à l'égard du modèle de société que défendent en chœur les partis du système n'ont pas d'autre choix que d'opter pour la Flandre en votant pour le Vlaams Belang.
C'est ce que nous voulons démontrer ici.

TOUS LES BRUXELLOIS SONT CONFRONTÉS AUX MÊMES PROBLÈMES

Les Bruxellois, Flamands ou Francophones, sont tous confrontés à une série de problèmes récurrents qu'aucune autorité publique, qu'elle soit régionale ou communale n'a été en mesure de solutionner ou même d'endiguer partiellement depuis des décennies: le binôme migration/criminalité, la mobilité, la propreté publique, le chômage des jeunes, l'harmonie urbanistique, la fiscalité castratrice, etc…

POURQUOI LES PARTIS DU SYSTÈME N'ONT-ILS PAS ÉTÉ CAPABLE DE SOLUTIONNER LES PROBLÈMES BRUXELLOIS ?

Parce que Bruxelles est une mille-feuilles socioéconomique et socio ethnique où les communautés et les catégories socio-professionnelles s'entrecroisent et que chaque parti politique a fait le choix de s'adresser à une ou plusieurs couches du

mille-feuilles en perdant totalement de vue l'intérêt général. (1) Cette dérive alimente un clientélisme qui empêche toute initiative politiquement courageuse et donc forcément impopulaire pour l'une ou l'autre catégorie. La conséquence en est un statu quo généralisé.

Ensuite parce que certains choix des partis politiques ne sont dictés que par un souci électoral, allant même jusqu'à défendre des points de vue totalement opposés à leur propre corpus idéologique, comme sur la question du port du voile dans les administrations où le parti Ecolo, pourtant officiellement laïc et défenseur tout aussi officiel de la cause des femmes, s'est positionné en faveur du voile, symbole oppressif. Ainsi, d'échéance électorale à échéance électorale, le système se calcairise jusqu'à se paralyser complètement.

Enfin, parce que le monde politique qui domine Bruxelles appartient à un autre âge. Il existe un conservatisme de gauche qui s'illustre singulièrement dans le monde politique bruxellois. Aujourd'hui encore, on fait référence au «Siècle des Lumières» et à ses prophètes pour aborder les problèmes d'aujourd'hui, comme le déferlement des migrants, par exemple. D'utopies en rêvasseries tout ceci nous a entraîné où nous sommes, c'est à dire dans l'impasse.

LE VLAAMS BELANG EST LA SEULE ALTERNATIVE CRÉDIBLE

Le Vlaams Belang n'est pas insensible aux drames qui blessent le vaste monde, mais il ne rêve pas au-dessus de ses moyens. «Charité bien ordonnée commence par soi-même», voilà la seule base morale sur laquelle on peut construire une civilisation.
Le Vlaams Belang offre une réponse architecturée, chiffrée, immédiatement applicable et légale aux problèmes bruxellois.
La détermination d'un budget est le bras armé d'une politique. Les choix qui seront faits dans le cadre formel des finances publiques reflètent les choix idéologiques des partis qui votent ce budget.
Pour le Vlaams Belang, ces choix budgétaires reflètent sa pensée nationaliste fondamentale: nos gens d'abord!
Voilà sans aucun doute une raison essentielle pour que les Bruxellois francophones bravent les incantations des médias et des partis francophones pour porter leurs suffrages pour le Vlaams Belang.

OUI MAIS ! ...

Certains Bruxellois francophones diront… Oui mais! Parce que, en effet, un certain nombre de Bruxellois restent sceptiques sur les intentions du Vlaams Belang pour Bruxelles. Personne ne peut leur en vouloir, les médias et le monde politique francophones présentent systématiquement une image tronquée du Vlaams Belang et de ses intentions.

LE MYTHE SELON LEQUEL LE VLAAMS BELANG N'AIME PAS LES FRANCOPHONES

Les médias et les politiciens francophones répètent sans cesse que le Vlaams Belang «n'aime pas les francophones». **Cette accusation gratuite leur permet d'éviter tout débat de fond sur certaines questions qu'ils trouvent délicates, comme l'avenir institutionnel du pays ou les transferts financiers Nord-Sud par exemple.**

Ils omettent volontairement de reconnaître que le Vlaams Belang fonctionne de façon parfaitement bilingue à Bruxelles depuis des décennies.

Dans notre capitale, les Bruxellois francophones et flamands sont confrontés aux mêmes problèmes: immigration incontrôlée et hostile, criminalité grande et petite, saleté de l'espace public, corruption, fiscalité étouffante, mobilité paralysée, etc. A Bruxelles, nos deux communautés doivent se donner la main pour résister aux errements de l'autorité publique sur toutes ces questions et aussi pour formuler des solutions crédibles immédiatement applicables et finançables.

Le Vlaams Belang est le seul parti politique qui fonctionne réellement de façon bilingue à Bruxelles, voilà qui démontre que la question de nos langues nationales n'est pas un problème pour lui.

Cela dit, le Vlaams Belang est d'une sévérité absolue envers les partis politiques francophones du système et leurs élus. En Flandre, le Vlaams Belang peut régulièrement s'exprimer dans les médias (moins que les autres, mais tout de même), ce qui permet aux néerlandophones de se forger une idée sur notre parti en toute indépendance. Du côté francophone par contre, le cordon sanitaire est total tant sur le plan politique que médiatique, ce qui a pour conséquence que les francophones ne connaissent le Vlaams Belang qu'au travers du filtre politique et médiatique du pouvoir. Ils rendent une image tronquée et mensongère du Vlaams Belang.
Les francophones sont opprimés par une caste politique souvent veule, avide et corrompue. Le Vlaams Belang critique et dénonce les partis politiques francophones qui prennent le peuple en otage pour servir leurs intérêts électoraux. Le Vlaams Belang souhaite le grand réveil des francophones en Wallonie et continue à tendre une main chaleureuse et fraternelle aux francophones à Bruxelles pour construire ensemble, d'égal à égal, un avenir meilleur pour les générations à venir.

LE MYTHE SELON LEQUEL LE VLAAMS BELANG VEUT «REFLAMANDISER» BRUXELLES

L'idée de «reflamandiser» Bruxelles est saugrenue. Le Vlaams Belang est un parti politique responsable, réaliste et pragmatique doté d'instances lucides bien ancrées dans la réalité. Personne ne songe à nier le fait que la communauté néerlandophone est minoritaire à Bruxelles, c'est le résultat d'une évolution historique progressive dont il faut faire le constat.
Le Vlaams Belang se réjouit que la Flandre investisse à Bruxelles pour y promouvoir la culture flamande et pour participer au développement de notre ville. Y voir une stratégie machiavélique pour reprendre Bruxelles en main et y imposer le point de vue Flamand est chimérique.
Par contre, le Vlaams Belang exige l'application totale des lois linguistiques, qui ont d'ailleurs été votées par les Flamands et les francophones.
Le Vlaams Belang ne veut donc pas «reflamandiser» Bruxelles, mais il exige l'application minutieuse des lois votées par nos deux communautés. Quoi de plus normal?

UNE MURAILLE DE CHINE POLITIQUE

L'existence d'un tissu médiatique francophone unanimement critique à l'égard de la Flandre en général et du nationalisme flamand en particulier, et plus encore si celui-ci est dissident par rapport à la sacro-sainte société multiculturelle, empêche le Bruxellois francophone unilingue moyen, peu digitalisé, d'approcher le corpus idéologique réel du Vlaams Belang.
Cette muraille de Chine politique est la garantie pour le système hégémonique des partis politiques francophones à Bruxelles de conserver les choses en l'état. Il lui suffit d'attendre que l'identité bruxelloise finisse de se noyer dans le «village global» et que l'évolution démographique fasse le reste.

EVOLUTION SOCIOLOGIQUE

L'évolution sociologique et linguistique à Bruxelles est connue. Le profond enracinement flamand transparaît encore dans la toponymie bruxelloise et, jusque dans les années soixante, le dialecte bruxellois était encore pratiqué dans les milieux populaires. Aujourd'hui, hélas, cette richesse s'est érodée et tend à disparaître. C'est voulu!
Il existait une identité bruxelloise, enrichie par les apports conjoint de deux cultures et deux langues, le flamand et le français, qui avaient trouvé une harmonie toute particulière et extrêmement savoureuse. Mais c'était sans compter avec la mise en œuvre d'une véritable épuration linguistique, une stratégie de «déflamandisation» a été développée par un monde politique francophone avide de pouvoir pour en arriver à une véritable tentative d'annexion de Bruxelles par la Wallonie par le biais de la fameuse «Fédération Wallonie-Bruxelles » qui n'a pourtant aucune réalité institutionnelle.

CONCLUSIONS

LE BRUXELLOIS FRANCOPHONE QUI N'EST PAS SENSIBLE AUX DANGEREUSES UTOPIES D'UNE GAUCHE DOMINATRICE A LE CHOIX ENTRE TROIS POSSIBILITÉS:

1. Se soumettre sans broncher à la dictature du politiquement correct et donc du principe mortifère du «les autres d'abord» et il doit alors accepter une gestion catastrophique de la Région avec une charge fiscale insoutenable à la clef.
2. Prendre la fuite et quitter Bruxelles, comme l'ont fait plus de 57.000 Bruxellois en 2019.
3. Prendre son destin en main en optant pour une Flandre nationaliste qui tend une main fraternelle aux Bruxellois francophones.

LA RÉALITÉ CONCRÈTE D'UN BRUXELLES QUI OPTE POUR LA FLANDRE S'ARTICULE SUR LES AXES SUIVANTS:

1. Une reconnaissance intangible du caractère bilingue de Bruxelles.
2. La protection et une pérennité des acquis culturels des deux communautés à Bruxelles.
3. Une saine gestion avec des finances publiques assainies.
4. Une fiscalité qui encourage l'investissement et donc l'emploi.
5. Le soutient et la solidarité d'une des régions les plus prospères d'Europe et au-delà.
6. Une démocratie retrouvée avec un accès garantit à toutes les sensibilités politiques dans l'espace médiatique.
7. Une appréhension des problèmes politiques et sociétaux sans tabous, comme par exemple le lien évident entre immigration et sécurité.
8. Une reconnaissance et une protection profonde de l'identité européenne de Bruxelles.
9. Un enseignement exigeant et performant qui donne des perspectives aux jeunes Bruxellois.
10. Un retour de l'ordre et de la loi sur l'ensemble du territoire de la Région bruxelloise et donc une nouvelle liberté d'action pour les forces de police. Une police dotée des moyens d'agir. Une seule zone de police pour plus d'efficacité. Une police retirée de la mainmise des bourgmestres.

La complexité des institutions bruxelloises est aujourd'hui un frein pour toute action politique efficace, l'option pour la Flandre est l'assurance d'une prospérité retrouvée dans une entité bruxelloise où Bruxellois francophones et néerlandophones souhaitent élever les enfants et vieillir en toute sérénité. Ce projet ambitieux pour Bruxelles, certainement au vu de la réalité actuelle, est sans aucun doute de nature à séduire et à susciter l'adhésion des Bruxellois francophones.

Patrick Sessler
Ancien député bruxellois

(1) Il est utile ici de couper court à un préjugé habituellement diffusé à l'égard du Vlaams Belang selon lequel il serait le champion du communautarisme parce que le nationalisme serait par définition le repli sur soi voire l'expression politique parfaite de l'égoïsme. C'est évidemment absurde. Le nationalisme c'est d'abord l'amour inconditionnel de son pays et de son peuple, cela ne signifie en aucun cas l'indifférence ou la haine des autres peuples. C'est d'abord et avant tout une question de saine priorité.

NETTOYER LE QUARTIER DE LA GARE DU NORD

Le Vlaams Belang veut que cesse immédiatement les nuisances et la criminalité qui gangrènes la proximité de la gare de Bruxelles-Nord en raison du grand nombre d'illégaux. Les ministres responsables (?) prétendent avoir les mains liées et les bourgmestres PS bruxellois n'osent même pas nommer le vrai problème, à savoir qu'il y a trop d'immigrés clandestins dans ce pays en général et à Bruxelles en particulier. Nous devons attaquer ce problème à la racine au lieu de traiter superficiellement les symptômes. Donnons à notre police la permission d'arrêter les illégaux, de les enfermer en attendant leur expulsion et ensuite de les expulser réellement.

Les bourgmestres de Schaerbeek et Saint-Josse-ten-Noode menacent de fermer certaines entrées de la gare du Nord. Ces bourgmestres en ont assez des nuisances et des situations dangereuses autour de la gare et ils veulent même réquisitionner la police fédérale si le gouvernement fédéral fait défaut et ne règle finalement pas la situation. Dans ce cadre, ces bourgmestres ont adressé une lettre aux ministres compétents, c'est-à-dire Annelies Verlinden (Affaires intérieures - CD&V), Vincent Van Quickenborne (Justice - Open Vld) et au secrétaire d'Etat Sammy Mahdi (Asile et migration - CD&V).

Le Vlaams Belang comprend la position de ces bourgmestres, mais veut aller plus loin. «Se contenter de combattre les symptômes ne suffit évidemment pas. Il faut s'attaquer à la racine du problème. Ne tournons pas autour du pot, cette situation ne dure pas depuis des jours, des semaines ou même des mois, mais cela dure depuis des années. Le quartier autour de Bruxelles-Nord est une zone de non-droit, incroyablement dangereuse depuis des années», clame le député fédéral et président de la commission des affaires intérieures Ortwin Depoortere (Vlaams Belang).

Ce que l'on sait aussi depuis des années, c'est que cela est dû à la présence en masse de groupes de migrants en transit et d'autres migrants illégaux, qui y traînent avec toutes les conséquences associées en termes de nuisances, d'incidents corrélés à la drogue et de violence armée. La situation n'est guère meilleure dans les autres gares bruxelloises. La police doit donc pouvoir intervenir et obtenir enfin l'autorisation d'arrêter les illégaux en question et de les amener dans des centres fermés en attendant leur retour, de gré ou de force, vers leurs pays d'origine.

Le gouvernement Vivaldi se cache derrière le fait que des régimes non démocratiques comme ceux de l'Erythrée ou du Soudan ne veulent pas reprendre leurs propres ressortissants. Mais nous ne pouvons en être tenus responsables tout de même. Si les immigrés clandestins en question ne veulent pas retourner dans leur pays d'origine, c'est leur choix, mais pas notre responsabilité. Notre responsabilité est de garantir la sécurité de notre capitale et de l'ensemble du pays. Et nous le faisons, entre autres, en luttant contre l'illégalité.

LE PROFILAGE DES DÉLINQUANTS PAR LA POLICE N'EST PAS UN PROFILAGE ETHNIQUE

Un supposé «profilage ethnique» par la police à Bruxelles poserait problème. Cette question a été récemment évoquée par le président du Conseil de la jeunesse de la Vlaamse Gemeenschapscommissie, Ilyas Mouani, et le président du Conseil de la jeunesse flamand Amir Bachrouri. Mais, la réalité ne serait-elle pas que la criminalité est plus présente au sein de certains groupes dans notre société ? C'est l'opinion du Sénateur bruxellois Bob De Brabandere (VB) et de Ortwin Depoortere (VB), président de la commission de l'Intérieur.

Il n'y a pas une étude ou un reportage sur la police sans que le vocable «profilage ethnique» n'apparaisse. De quoi s'agit-il ? Sur le site Internet d'Amnesty International, nous pouvons déjà trouver une définition: le profilage ethnique est l'utilisation par la police de critères ou de considérations concernant la «race», la couleur de la peau, l'ethnicité, la nationalité, la langue et la religion dans le cadre d'enquêtes et d'application de la loi, tant au niveau opérationnel qu'au niveau organisationnel, alors qu'il n'y a aucune justification objective à cela.

NON REPRÉSENTATIF

Le Conseil flamand de la jeunesse et le Conseil de la jeunesse de la VGC affirment que le profilage ethnique est un problème majeur. Selon le Conseil flamand de la jeunesse, une interdiction formelle de cette pratique devrait être prononcée. Le conseil de la jeunesse de la VGC avance le chiffre de 68 % des jeunes qui déclarent avoir déjà été victimes de profilage ethnique lors d'un contrôle, d'une perquisition ou d'une arrestation. De plus, plus de sept jeunes bruxellois sur dix ne se sentent pas en sécurité lorsqu'ils entrent en contact avec la police. Des auditions sur le fonctionnement de la police ont été organisées au Parlement bruxellois en 2020. La conclusion ? Les flics devraient être plus polis avec les jeunes. D'ailleurs les conclusions de toutes ces enquêtes semblent établies d'avance: les policiers (de Bruxelles) sont des imbéciles, ils sont grossiers, ils sont racistes et

ils cherchent activement des personnes de couleur brune à longueur de journée afin de les harceler, au mieux avec un contrôle d'identité et au pire en les tabassant à mort.

A l'exception des institutions déconnectées de la réalité qui émettent de telles recommandations, personne ne croit sérieusement que ce soit le cas. En premier lieu, il y a des questions à se poser sur la méthodologie. Le Conseil des jeunes lui-même le reconnaît en ces termes: «Il ne s'agit pas d'une étude représentative». Cela ne les empêche pas de tirer toute une série de conclusions de cette «étude non représentative».

CIRCONSTANCES PARTICULIÈRES

De telles recherches, et certainement à Bruxelles, sont menées dans des circonstances particulières. Dans un contexte où les incendies sont déclenchés pour attirer les pompiers pour les caillasser, où les ambulanciers doivent parfois craindre pour leur vie et où le niveau de violence contre la police est plus élevé que jamais. Il faut donc avoir un certain culot pour oser affirmer que le «profilage ethnique» supposé est le gros problème du moment.

Tout ceci passe parfaitement dans le scénario des gauchos-bobos qui proclament à qui veut l'entendre que les «jeunes» ne font vraiment de mal à personne et s'ils le font, c'est la faute de la société qui ne leur donne pas leur chance. De plus, ils estiment qu'il existerait un racisme institutionnel qui serait enraciné dans notre société. Et, bien sûr, les policiers y joueraient un rôle de premier plan. C'est de cette façon-là que les voyous qui rendent nos rues invivables sont exonérés de toute responsabilité et donc de tout reproche. Mieux encore, si vous avez une couleur de peau différente et que vous êtes contrôlé par la police, il suffit de crier au «racisme» pour créer le soupçon à l'égard du policier et par extension sur l'ensemble des forces de police.

UNE QUESTION DE COMPOSITION DE LA POPULATION

Si vous regardez les chiffres de la population bruxelloise, vous ne pouvez en tirer qu'une seule conclusion: la Région est en train de changer de population à toute vitesse. Pas moins de 35 % des habitants sont étrangers et 39 % sont des Belges d'origine étrangère.

Avec ces chiffres à l'esprit, il n'est pas difficile d'imaginer que certains quartiers ont en fait complètement changé de population, de culture et même de langue. Que cela plaise ou non aux laudateurs de la société multiculturelle,

c'est précisément dans ces quartiers-là que la police doit le plus souvent se rendre à cause des infractions pénales qui y sont perpétrées. Si la police doit rechercher dans ces quartiers un trafiquant de drogue ou un voleur, elle vérifiera principalement les résidents de ce quartier. Si près de cent pour cent du quartier est composé de personnes issues de l'immigration, la police contrôlera inévitablement presque uniquement ce type de personnes. Quoi de plus logique.

CONFUSION

Divers concepts sont mélangés dans cette affaire, intentionnellement ou non. Le profilage ethnique n'est pas la même chose que le profilage criminel. C'est un fait que certains «profils ethniques» se présentent plus souvent comme auteurs, notamment dans des villes comme Bruxelles, Anvers ou Gand. Quel serait le profil d'auteur d'un délit ou d'un crime le plus courant à Bruxelles ? Recherché: 1m85, blanc, cheveux roux, lunettes, costume bleu foncé, parle néerlandais ? Ou plutôt : 1m75, teint hâlé, cheveux noirs bouclés, survêtement, parle français avec un accent ? Poser la question, c'est y répondre.

Nicholas Paelinck, président du Comité permanent de la police locale, confirme ce fait. «C'est un peu court de dire que la police se livre au profilage racial», clame-t-il. «Lorsque nous auditionnons quelqu'un, il y a toujours une raison objective à cela. Si nous recevons le signalement d'un vol avec violence et si la description indique un Asiatique dans une voiture sombre, il est bien entendu logique que nous allions vérifier les personnes asiatiques conduisant ou étant propriétaires d'une voiture sombre. C'est du profilage ethnique professionnel, ce qui est tout autre chose.

PARATONNERRE

Toute la discussion autour du profilage ethnique agit comme un paratonnerre pour faire l'impasse sur les vrais problèmes. De grands groupes de jeunes immigrés se retrouvent dans la criminalité et refusent de saisir les opportunités que leur offre notre société. A l'exception de ces politiciens qui doivent compter sur le vote des immigrés pour leur réélection, la quasi-totalité de la population ne comprend pas cela.

En attendant, nous avons lu que les banques sont désormais obligées de faire escorter les membres de leur personnel qui font la navette via la gare de Bruxelles-Nord par des gardes du corps, que les auteurs d'un crime odieux tel que le viol collectif ne doivent pas aller en prison, mais devront faire une petite rédaction, que des policiers sont pris en otage par des jeunes qui leur font comprendre qu'ils ne sont pas les bienvenus dans «leur» quartier, etc, etc, etc…

La réalité de l'impunité ajoutée à une police bridée et à une transformation totale de nos quartiers constitue un cocktail explosif qui continue à gangréner notre capitale. Sept jeunes bruxellois sur dix auraient peur de la police ? Mais qu'en est-il de ces milliers de personnes qui ont peur des «jeunes» Bruxellois ?

LE VLAAMS BELANG VEUT UNE VRAIE FORTERESSE EUROPE

Le Vlaams Belang a lancé sa grande campagne intitulée «Forteresse Europe». La brochure que le parti publie contient de nombreuses propositions politiques pour maîtriser la nouvelle crise migratoire. Sur la base de chiffres incontestés, le président du Vlaams Belang, Tom Van Grieken, accompagné du député européen Tom Vandendriessche et du député fédéral Dries Van Langenhove, a montré que nous sommes au bord d'une nouvelle catastrophe migratoire comparable à celle de 2015. «Pour y arriver nous devons construire un mur autour de l'Europe: un mur juridique et même physique à certains endroits» affirme Tom Van Grieken. Nous devons ériger des barrières physiques aux frontières extérieures de l'Europe, effectuer des contrôles de haute technologie aux frontières intérieures et il faut retirer les subventions octroyées aux ONG qui facilitent l'illégalité», ajoute-t-il.

La crise de l'immigration est de retour. Non seulement en raison de l'effondrement occidental en Afghanistan, mais aussi à cause des événements à la frontière avec la Biélorussie. Ce pays augmente la pression en faisant venir les migrants du Moyen-Orient directement vers les frontières polonaise et lituanienne. Tout cela s'ajoute à l'augmentation croissante des demandes d'asile, de la migration par le biais du regroupement familial et des passages illégaux que nous observons depuis longtemps maintenant.

Bref, tout laisse présager une prochaine vague d'immigration de très grande envergure.
Les migrations, légales et illégales, augmentent de façon spectaculaire tant en Belgique qu'au niveau de l'Union européenne.
Un rapport de Frontex (l'organisation européenne censée garder et protéger les frontières extérieures de l'Union) a révélé que plus de 103.000 illégaux ont mis le pied en Europe au cours des 8 premiers mois de 2021 seulement. C'est une augmentation

«Il n'y pas trop peu de centres d'asile. Il y a trop de migrants !»

de 64% par rapport à la même période l'année dernière. Les augmentations recensées concernent principalement les entrées via l'Italie (avec 40.610 passages illégaux jusqu'en août inclus, soit pas moins de 92 % de plus que l'année dernière) et via l'Espagne et les frontières orientales. Une porte supplémentaire vers l'Europe a récemment été ouverte par le dictateur biélorusse Alexandre Loukachenko qui utilise les immigrés clandestins comme arme géostratégique dans son bras de fer avec l'Union européenne, comme son collègue turc Recep Erdogan l'avait fait en 2020.

TROP DE MIGRANTS

La sonnette d'alarme se fait aussi entendre en Belgique. Chez Fedasil, les arrêts de travail du personnel se multiplient en raison de la pression énorme. Le taux d'occupation dans les centres d'asile collectifs était de 95 % à la fin octobre 2021. Les demandes d'asile montent en flèche. Le nombre de demandes d'asile en Belgique en 2021, au cours des dix premiers mois, a déjà grimpé à près de 21.000 personnes. Depuis 2016, environ 55.000 migrants se sont ajoutés chaque année par le biais du regroupement familial, ce qui est l'équivalent d'une ville de taille moyenne comme Roeselare ou Termonde (ce qui est plus qu'une commune bruxelloise comme Forest qui compte plus au moins 56.000 habitants).
L'illégalité est également en augmentation. Des estimations récentes parlent d'au moins 100.000 illégaux rien qu'à Bruxelles.

«C'est pourquoi nous devons agir maintenant», déclare le président du parti Tom Van Grieken avant d'ajouter: «Avec notre plan «**forteresse Europe»**, nous voulons emprunter une voie différente, au niveau tant national qu'européen. Les leviers que nous nous proposons de mouvoir sont à portée de main, nos idées sont réalisables et nécessaires, mais elles sont aussi parfaitement réalistes. Nous le démontrons dans le contenu de cette brochure qui se base sur des chiffres incontestables et incontestés, sur des faits. Elle s''inspire aussi, bien entendu, de bonnes pratiques diligentées dans d'autres pays occidentaux. Il est temps que nous rejoignions la liste des pays de l'Union européenne qui sont sortis de leur torpeur en matière d'immigration, tels que le Danemark, la Hongrie et l'Autriche. **Il est temps maintenant de construire la forteresse Europe!**

Nous présentons les 50 propositions politiques qui doivent construire cette «Forteresse Europe», non pas par la haine pour les personnes d'au-delà de nos frontières, mais uniquement par amour pour les personnes à l'intérieur de nos frontières.
«Au niveau européen, nous devons enfin donner aux Etats membres situés le long de la frontière extérieure de l'Union les outils dont ils ont besoin. Les Etats frontaliers doivent être autorisés à organiser légalement des refoulements vers des pays sûrs. L'UE devrait financer la construction de barrières physiques à certains «points chauds» de la migration illégale à ses frontières extérieures. En outre, des centres de transit en dehors de l'UE doivent être construits où les demandeurs d'asile seraient hébergés pendant le traitement de leur demande. Enfin, l'UE doit oser prendre des sanctions commerciales et d'autres sanctions financières contre les pays qui refusent de reprendre leurs ressortissants», conclut Tom Vandendriessche.

50 PROPOSITIONS

«Contrairement à ce que suggère le secrétaire d'Etat Mahdi (Asile et Migration), nous avons la possibilité d'agir et nous avons le devoir de le faire», déclare le député fédéral Dries Van Langenhove, qui était encore en visite de travail en Pologne le mois dernier et où il a rencontré des membres du gouvernement polonais.
Une politique d'asile et de migration à la fois différente et plus efficace est possible. Le statut de réfugié ne doit pas être un droit permanent. Pour cette question et d'autres, nous avons besoin de toute urgence d'une dérogation au droit européen en matière d'asile et de migration, tout comme le Danemark l'a obtenu. Le regroupement familial doit également être freiné. Enfin, il est grand temps de démanteler le réseau de l'illégalité. Cela se fait en punissant sévèrement les passeurs et les propriétaires de taudis qui s'enrichissent sur le dos des migrants, mais aussi en supprimant les subventions des ONG qui promeuvent le séjour ou la migration illégale.

Voici succinctement les 12 éléments de base indispensables au développement de la forteresse Europe:

1. **Accueil dans la région du monde des migrants**
2. **Barrières physiques aux frontières extérieures de l'Europe**
3. **Construire des centres de transit en dehors de l'UE pour les demandeurs d'asile**
4. **Utiliser des leviers financiers contre les pays d'origine non solidaires**
5. **Créer un cadre juridique pour les refoulements**
6. **Contrôle high-tech aux frontières intérieures**
7. **Se départir du droit européen en matière d'asile et de migration**
8. **Garantie contre la fraude à l'asile**
9. **Protection des avantages sociaux**
10. **Durcir les conditions du regroupement familial**
11. **Un service spécialisé sur la migration illégale dans chaque zone de police**
12. **Démanteler le réseau de l'illégalité**

A12, UNE NOUVELLE TENTATIVE POUR RENDRE BRUXELLES INACCESSIBLE

Après la tentative ratée de la ministre bruxelloise de la Mobilité Elke Van den Brandt (Verte) d'occuper deux des quatre voies de la chaussée de Tervuren pendant les mois d'été, c'est l'heure d'un nouvel épisode de la politique de harcèlement qu'elle mène contre les automobilistes. Cette fois elle veut transformer la route qui permet l'accès à la Flandre, du Heysel au pont Van Praet, en une promenade verte. Selon elle, cela devrait améliorer la qualité de vie des riverains. Cependant on ne peut ignorer une crainte légitime concernant l'accessibilité de la ville. Le Vlaams Belang met en garde le monde politique depuis plus d'un an sur le sujet. Plus inattendue, est la réaction du Secrétaire d'Etat à l'Urbanisme Pascal Smet (Vooruit) qui menace de ne pas délivrer le permis. Nous avons plongé pour vous dans cet énième chaos qui caractérise ce gouvernement bruxellois à la dérive.

Pour ceux qui veulent se déplacer d'Anvers à Bruxelles, l'A12 est une alternative pratique à l'E19. Cependant, une partie de cette voie d'accès se situe sur le territoire de la Région bruxelloise, il s'agit des derniers kilomètres avant d'atteindre le Canal et le pont Van Praet. Ce sont précisément ces derniers kilomètres qu'Elke Van den Brant veut transformer en promenade verte. Pour le moment, il y a trois voies pour ceux qui entrent dans Bruxelles et deux voies pour ceux qui quittent la ville. D'ici 2025 et après trois ans de travaux (!) cela devrait devenir une seule voie dans chaque sens. Environ 27.000 voitures entrent dans la ville chaque jour via l'A12 et la R21, soit quatre fois moins que via l'E19 ou l'E40. Mais réduire la route à une seule voie pourrait causer de sérieux problèmes. Quiconque parle de mobilité doit également être conscient qu'elle a un impact sur de nombreux autres secteurs, dont l'économie. Cette dernière est déjà une pierre d'achoppement pour la Région de Bruxelles-Capitale, et cela ne s'améliorera certainement pas avec la mentalité insulaire qui domine actuellement.

© Bruxelles Mobilité - L'emprise de la voirie va être rationalisée pour faire place à un espace mixte longeant les quartiers d'habitation de Neder-Over-Heembeek et connectant les parcs de Laeken en un espace vert quasi continu.

Elke Van den Brandt fonde son projet sur trois piliers: un environnement plus agréable, une nouvelle connexion de tramway à Neder-over-Heembeek et une promenade verte avec une autoroute cyclable. Mais certains détails non divulgués contredisent la pertinence de ce projet. Tout d'abord, il faut considérer la qualité de vie à Bruxelles en général. Si Bruxelles veut prendre à cœur son rôle de capitale, elle doit aussi prendre en compte la qualité de vie de ses visiteurs. En construisant une promenade verte à la place de l'actuelle voie d'accès qu'est l'A12/R21 à proximité de l'avenue des Croix de Feu, l'environnement sera plus agréable pour les riverains. Mais cela ne résout pas fondamentalement le problème: le trafic est en fait poussé hors de la ville. Ou pire encore dans les zones résidentielles environnantes où se formeront des embouteillages, ce qui diminue drastiquement la qualité de vie.

En outre, Van den Brandt fait valoir qu'une nouvelle ligne de tramway, une ligne 10, vers Neder-over-Heembeek sera une alternative appropriée. C'est complètement faux. Si vous souhaitez actuellement vous rendre sur le plateau du Heysel en transports en commun, vous pouvez opter pour les lignes de tramway 3 et 7. Les voies du tramway ont leur site propre (vert) depuis l'Expo 58, et l'arrivée d'une ligne de tramway qui remplacera le bus 47 jusqu'à Vilvorde n'y changera rien. Au contraire, la ligne de tramway 10 utilisera les voies de tramway actuelles entre la place Rogier et l'arrêt Heembeek. Seule la section Heembeek – Hôpital militaire sera nouvelle et sera située dans les quartiers résidentiels de Neder-over-Heembeek.

EN BREF , DEUX ANS ET DEMI D'INTIMIDATION DES AUTOMOBILISTES:

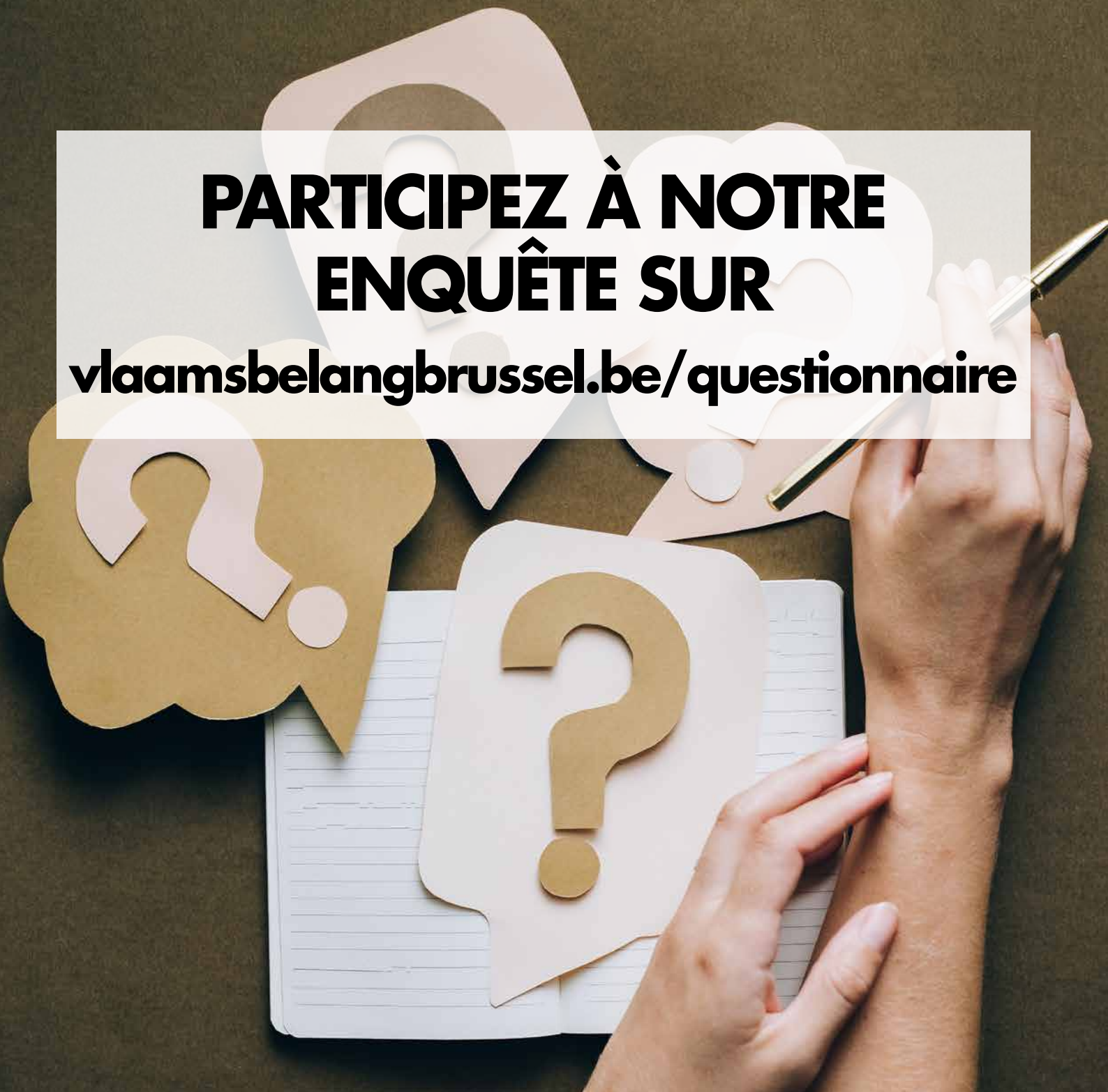
- **E40 : de 3 à 1 voie à Reyers**
- **A12-R21 : de 3 à 1 voie près de Heembeek**
- **Av. de Tervuren - 4 Bras: suppression de 2 voies**
- **Le viaduc Herrmann-Debroux à démolir**
- **Limite générale de vitesse à 30 km/h**
- **Low Emission Zone (LEZ): des dizaines de milliers d'automobilistes interdits dans la capitale**
- **90 radars supplémentaires**
- **40 km de voies supprimées pour les pistes cyclables corona dites "temporaires"**
- **Rue Belliard: de 4 à 3 voies pour une piste cyclable supplémentaire**
- **Ring de Bruxelles : de 120 km/h à 100 km/h**
- **Des milliers de places de parking en moins dans la Région**
- **Tunnel "Joyeuse Entrée" fermé depuis 2020**
- **Changement de nom tunnel Léopold II**

De plus, le trafic de l'A12/R21 provient en grande partie du reste de la Flandre. Si on veut réduire le nombre des voitures entrantes, alors des alternatives devraient être prévues pour ces voyageurs, comme le tram express à Willebroek du «Brabantnet». Il n'y a pas encore de ligne de tramway, et il n'y a pas de parkings périphériques où les gens peuvent emprunter des transports en commun pour se rendre en ville. Tant qu'il n'y en a pas, cela décourage les navetteurs flamands qui continueront encore longtemps à s'encaquer dans une circulation étranglée.

Enfin, il y a déjà beaucoup d'espaces verts aux abords de l'A12 même et presque aucun Bruxellois n'y habite: le Parc de Laeken, le domaine Royal et le site de l'Expo. Créer un espace vert supplémentaire pour absorber les émissions des voitures à l'arrêt, tout en remerciant les riverains avec trois ans de travaux et des millions d'euros de taxes gaspillées est non seulement de la mauvaise gouvernance, selon le Vlaams Belang, mais d'innombrables experts expriment également de vives critiques à l'encontre de ce projet. «Il n'y a pas d'approche intégrée, principalement en raison de la combinaison avec les travaux sur le Ring, la circulation dans la périphérie bruxelloise sera bloquée. En conséquence, les navetteurs éviteront Bruxelles et il sera plus difficile pour les entreprises bruxelloises d'attirer de nouveaux employés. dit la Voka (organisation patronale flamande). Monsieur Chris Tempère, professeur de Mobilité à la KU Leuven, n'est pas non plus très indulgent: «Vous sacrifiez un morceau d'espace tampon, ce qui rend votre réseau routier plus vulnérable. Si, par exemple, un accident mineur survient, il a immédiatement des conséquences majeures jusqu'au Ring et les autoroutes qui y mènent», dit-il.

Que le secrétaire d'Etat à l'Urbanisme Pascal Smet (Vooruit) menace de ne pas délivrer le permis n'est qu'une nouvelle péripétie dans la saga de la rivalité qui oppose les socialistes et les verts au sein du gouvernement bruxellois. L'exemple le plus récent est le problème autour d'Uber dans la capitale. Mais la blessure est beaucoup plus profonde. Après deux ans et demi, les contradictions ne cessent de s'accumuler: le débat sur le foulard à la STIB, le dossier de l'abattage sans étourdissement, l'avis accablant de la Cour des comptes sur le budget bruxellois, la criminalité dans le quartier de la Gare du Nord, etc. Les Bruxellois décomptent les jours en attendant l'échéance électorale de 2024. Ils sont impatients de se débarrasser de la domination verte qui ressemble chaque jour un peu plus à du totalitarisme pur jus.

VOTRE AVIS COMPTE !



PARTICIPEZ À NOTRE ENQUÊTE SUR

vlaamsbelangbrussel.be/questionnaire